



LE DIRECTEUR ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'AGENCE IEOM DE NOUMEA VOUS PRESENTENT LEURS MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNEE 2011

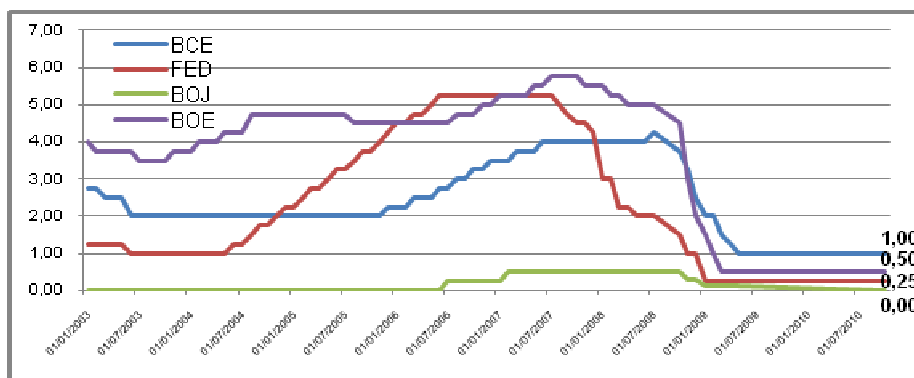
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 13 janvier 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive de l'activité économique, malgré la persistance d'une forte incertitude et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen terme».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 14 décembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs pour un montant de 600 millions de dollars. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,6 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2,5 % en seconde estimation.



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les secondes estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,3 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au troisième trimestre 2010 après 0,6 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 698 100 fin novembre 2010, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 21 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 2 % (+ 0,4 % pour les hommes et + 3,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,4 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en novembre 2010, inchangé par rapport à octobre. Il était de 9,9 % en novembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % novembre 2010. Il était de 9,4 % en novembre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en novembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2010. Il était de 1,9 % en novembre.

Informations bancaires

Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Publications au Journal Officiel de la République

Réforme du crédit à la consommation

1 - Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publié au J.O du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil de 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamés par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

2 - L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1^{er} mai 2011.

Elargissement de la zone euro

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie est devenue le 17^{ième} pays membre à rejoindre la zone euro.

Publications

1 - Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Le rapport d'activité 2009-2010 du CCSF est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-09-10.htm>

2 - Banque de France

- *La médiation du crédit*, Christian Liebert, Direction générale des Activités fiduciaires et de place
- *La loi sur le crédit à la consommation : la protection de la clientèle au cœur de la prévention et du contrôle bancaire et assurantiel*, Cécile Sellier, Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel
- *Le dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers : les principaux effets de la loi Lagarde*, Mark Béguery, Direction de la Surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière.

Ces articles, publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 182, sont disponibles à l'adresse suivante :

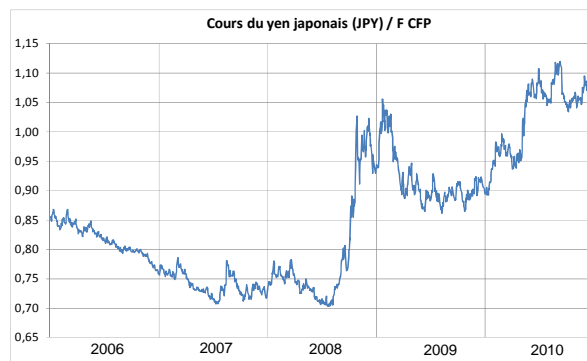
<http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul182.htm>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En novembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,5 % sur un an en novembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en octobre. En novembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9,1 % et de 14,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial a chuté de 55,4 % en glissement annuel à 1,47 milliard d'euros.



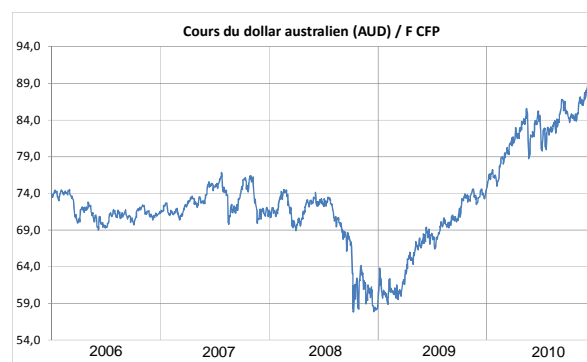
La Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 25 décembre 2010 les taux d'emprunt et de dépôts sur un an de 25 points de base pour les porter respectivement à 5,81 % et 2,75 % afin de lutter contre l'inflation. En novembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,1 % en octobre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de l'année. En novembre, le taux d'inflation est estimé à 5,1 %. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 22,9 milliards de dollars.



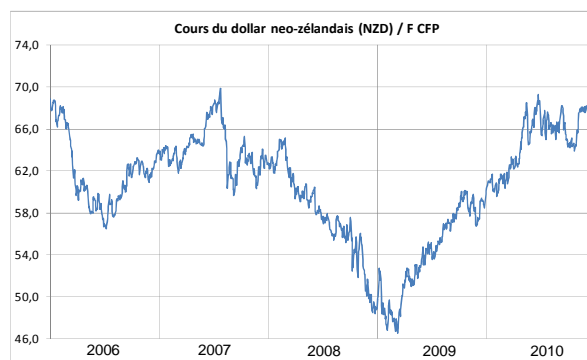
Réforme des règles du système bancaire australien

Le gouvernement australien a présenté, le 12 décembre, une série de mesures destinées à stimuler la concurrence au sein du secteur bancaire, actuellement dominé par les quatre principales banques australiennes (Commonwealth Bank of Australia, National Australia Bank (NAB), Australian and New Zealand Banking Group (ANZ) et Westpac). La réforme prévoit notamment la suppression de certaines pénalités sur les prêts immobiliers, l'élargissement de la garantie publique des dépôts bancaires aux petites banques et le renforcement des contrôles et des poursuites en cas d'entente entre les banques sur les taux d'intérêt.



Repli de la croissance néo-zélandaise au 3^{ème} trimestre

Au troisième trimestre 2010, le PIB néo-zélandais s'est contracté de 0,2 % principalement en raison du repli de l'activité du secteur manufacturier (-1,7 %) et de celui de la construction (-2,5 %). Néanmoins, sur un an, le PIB augmente de 1,4 %. Au 3^e trimestre, la balance des transactions courantes affiche un excédent de 35 millions de dollars néo-zélandais, contre un déficit de 1,9 milliard de dollars néo-zélandais au second trimestre. Cet excédent est imputable aux opérations de réassurance suite au séisme qui a frappé Christchurch le 4 septembre 2010.



3 – Brèves économiques locales

Visite d'une délégation de l'Assemblée nationale

Une délégation composée du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, et de trois députés Claude Greffe, Marylise Lebranchu et Richard Mallié, s'est rendue sur le territoire, du 2 décembre au 5 décembre. Les parlementaires ont pu apprécier l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa, notamment lors de la visite du chantier de l'usine métallurgique du Nord, moteur du rééquilibrage économique entre Provinces.

L'Agence Française de Développement (AFD) accorde un prêt de 1,25 milliard de F CFP à Enercal

L'AFD a approuvé, le 16 décembre, l'attribution d'un prêt de 1,25 milliard de F CFP à Enercal pour financer le programme de raccordement de cinq communes de la Province Nord (Hienghène, Ouégoa, Pouebo, Koumac et Poum) au réseau électrique général. Actuellement, le taux de couverture électrique s'élève à 93 % en Province Nord contre 95 % en Province Sud et 98 % en Province des Îles.

Revalorisation du SMG et du SMAG

Par un arrêté du 30 novembre, le gouvernement a revalorisé le salaire minimum garanti (SMG) et le salaire minimum agricole garanti (SMAG). Depuis le 1^{er} janvier 2011, ceux-ci s'élèvent respectivement à 140 000 F CFP et 119 000 F CFP, contre 132 000 F CFP et 112 200 F CFP précédemment. Cette revalorisation correspond aux engagements pris par le Président du gouvernement lors de son discours de politique générale du 31 août 2009.

Défiscalisation de l'hôtel Sheraton à Gouaro Deva

Le ministère des Finances a agréé, pour un montant de 1,8 milliard de F CFP, la demande de défiscalisation du projet de construction d'un hôtel Sheraton de 180 clés sur le site de Gouaro Deva, à Bourail. Le projet, d'un montant estimé à 8,5 milliards de F CFP (dont 1,5 milliard pour la création d'un parcours de golf, non éligible à la défiscalisation), bénéficiera également d'une défiscalisation locale, à hauteur de 2,3 milliards de F CFP. La construction de cet hôtel constitue l'une des principales composantes du projet d'aménagement touristique du domaine de Deva, dont la gestion est assurée par la société d'économie mixte Mwe Ara. Cette dernière réunit la Province Sud, la commune de Bourail, le Groupement de droit particulier local Mwe Ara et la société de participation bourailaise de Deva.

Projet de convention pour la réalisation du Médipôle de Koutio

Le gouvernement a approuvé, le 28 décembre, le projet d'élaboration d'une convention entre la Nouvelle-Calédonie, l'Agence sanitaire et sociale et le Centre hospitalier territorial Gaston Bourret, afin de définir les modalités de financement et de suivi des travaux du Médipôle de Koutio. D'un montant estimé à 44 milliards de F CFP, le chantier devrait employer 400 personnes durant trois ans.

Transfert de la compétence en matière de sécurité de la navigation maritime dans les eaux territoriales

Conformément à la loi du pays du 30 novembre 2009 concernant les transferts de compétences en matière de police et de sécurité de la circulation maritime, le transfert relatif à la sécurité de la navigation maritime dans les eaux territoriales (l'hydrographie et la signalisation maritime) est effectif depuis le 1^{er} janvier 2011. La signalisation maritime est dorénavant entièrement assurée par le service des Phares et balises de la Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT) tandis que les travaux d'hydrographie seront assurés dans le cadre d'une convention établie entre le gouvernement calédonien, l'État et le Service hydrographie et océanographie de la marine (SHOM). Un rapport sur l'état d'avancement des transferts de compétences est disponible sur le site internet du gouvernement (<http://www.gouv.nc/portal/pls/portal/docs/1/14216004.PDF>).

Adoption des budgets primitifs 2011

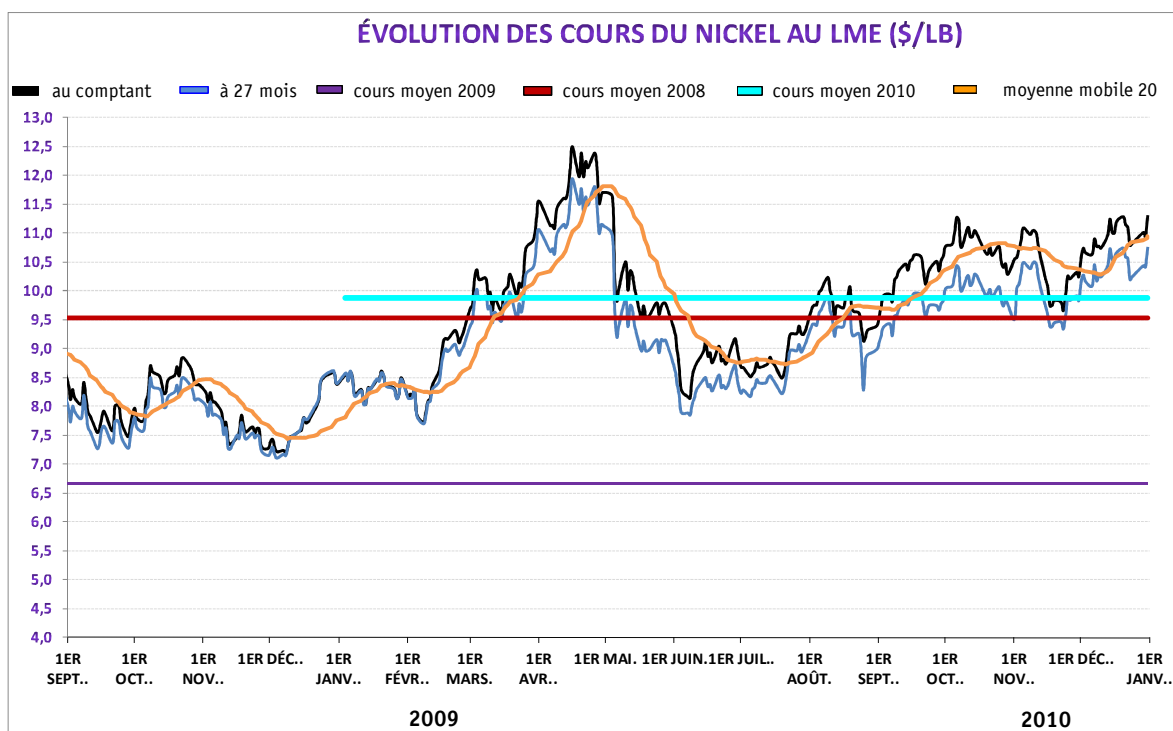
En milliards de F CFP	Budget propre	Variation 11/10
Nouvelle-Calédonie	48,1	7,5%
Province Sud	56,9	2,3%
Province Nord	30,2	11%
Province des Îles	15,4	

Emplois		Ressources			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Dotations Etat	Dotations NC	Recettes fiscales	Autres
36,6	11,5	0,9	-	30,1	17,1
44,0	12,9	8,1	33,5	4,7	10,6
23,1	7,1	2,5	20,4		7,3
12,8	2,6				

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-10	135,9	0,2%	2,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-10	9 273	-1,1%	21,7%
	cumulées	nov.-10	108 621	-	44,7%
Importations	mensuelles	nov.-10	39 039	66,2%	126,3%
	cumulées	nov.-10	271 887	-	36,9%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-10	10,93	5,2%	41,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-10	986,02	8,4%	55,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-10	605	41,1%	99,9%
	cumulées	nov.-10	4 129	-	40,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	4 022	-10,6%	-6,4%
	cumulées	nov.-10	50 117	-	6,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-10	10 149	-8,1%	22,5%
	cumulés	nov.-10	89 149	-	-1,2%
• Nuitées	mensuels	oct.-10	47 225	7,0%	12,1%
	cumulés	oct.-10	429 383	-	-9,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-10	64,50%	+ 3,3 pts	+ 0,1 pts
• Croisiéristes		cumulés	177 783	-	46,6%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-10	12 569	-8,7%	13,3%
	cumulées	déc.-10	161 214	-	15,3%
• Index BT 21 (p)		nov.-10	133,41	0,1%	3,3%
• IRL (p)		nov.-10	109,24	0,2%	0,5%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	0	ns	ns
	cumulées	nov.-10	737	-	-31,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-10	0	ns	ns
	cumulées	nov.-10	1 011	-	-23,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-10	598	2,7%	17,0%
	cumulées	nov.-10	6 661	-	1,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-08	nov.-09	nov.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 612	13 462	13 794	6,7%	2,5%
Dépôts à vue	171 570	185 078	214 864	7,9%	16,1%
Total M1	184 182	198 540	228 658	7,8%	15,2%
M2-M1	71 902	87 506	91 030	21,7%	4,0%
Total M3	401 441	427 559	494 582	6,5%	15,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	393 280	9,3%	8,0%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 722	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	50 098	-9,7%	42,6%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 082	9 985	3 963	-1,0%	-60,3%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 676	15 040	16 420	2,5%	9,2%
Total encours brut (p)	692 075	741 398	813 484	7,1%	9,7%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	déc.-10	1 391	-1,7%	-15,3%
	cumulés	déc.-10	20 220	-	0,1%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	déc.-10	211	5,5%	38,6%
	cumulés	déc.-10	2 104	-	14,2%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

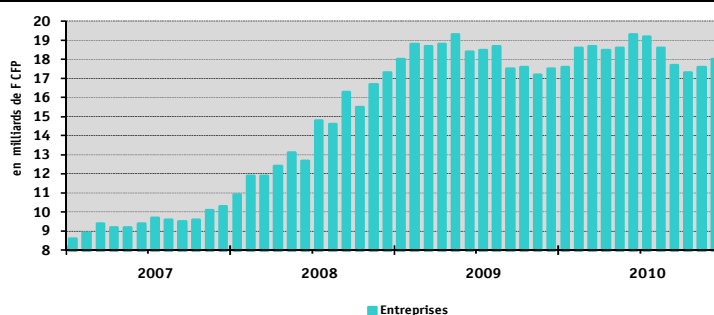
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-10	6 060	-2,5%	2,3%
	dont personnes physiques	déc.-10	5 399	-2,6%	2,1%
	dont personnes morales	déc.-10	661	-1,6%	3,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	déc.-10	9 473	18,0%	26,4%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc.-10	3 423	-1,3%	13,8%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-10	18,0	2,7%	3,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	déc	132,3	135,9	2,7
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	48 733	52 572	7,9%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	déc	42 664	46 261	8,4%
	sept	3 490	3 947	13,1%
cessations d'entreprises (p)	sept	1 867	1 776	-4,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%
redressements judiciaires (nb)	déc	90	96	6,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	638	661	3,6%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	138 141	160 450	16,1%
importations ciment (tonnes)	déc	1 717	765	-55,5%
total ciment (tonnes)	déc	139 858	161 215	15,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 834	23,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	9 012	9 063	0,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 973	4 381	10,3%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 823	1 770	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	742,4	828,4	11,6%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 288	5 399	2,1%
décisions retraits cartes bancaires	déc	1 842	2 104	14,2%
incidents paiements sur chèques	déc	20 190	20 220	0,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 246	7 366	1,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	15 019	16 804	11,9%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%
Echanges				
nombre de touristes	nov	90 198	89 149	-1,2%
nombre de croisiéristes	nov	121 252	177 783	46,6%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	58,0%	55,8%	-2,1pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	6,64	9,89	48,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	7,74	10,93	41,3%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	2 944	4 129	40,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	12 070	23 752	96,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	47 119	50 117	6,4%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	55 772	79 119	41,9%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	1079	737	-31,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 317	1 011	-23,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	69 159	103 882	50,2%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	92%	96%	3,49pt
total des importations (M FCFP)	nov	198 602	271 887	36,9%
total des exportations (M FCFP)	nov	75 054	108 621	44,7%
taux de couverture	nov	37,79%	39,95%	2,2pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	41 058	45 230	10,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	185 078	214 864	16,1%
M1	nov	198 540	228 658	15,2%
M2	nov	286 046	319 688	11,8%
Dépôts à termes	nov	141 188	174 736	23,8%
M3	nov	427 559	494 582	15,7%
P1	nov	4 104	3 960	-3,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31%	4,75%	-0,57 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03%	17,91%	0,88 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	741 398	813 484	9,7%
Ménages	sept	317 175	349 722	10,3%
dont crédits à la consommation	sept	65 236	67 671	3,7%
dont crédits à l'habitat	sept	250 726	277 786	10,8%
Entreprises	sept	364 064	393 280	8,0%
dont crédits d'exploitation	sept	76 084	71 592	-5,9%
dont crédits d'investissement	sept	201 075	213 192	6,0%
dont crédits à la construction	sept	79 611	99 471	24,9%
Collectivités locales	sept	35 134	50 098	42,6%
dont d'investissement	sept	31 421	42 165	34,2%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	3 963	-60,3%
créances douteuses brutes	sept	15 040	16 420	9,2%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,0%	-0,01 pt
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	595 984	13,0%
Ménages	sept	297 045	315 559	6,2%
Sociétés	sept	158 490	194 595	22,8%
Autres agents	sept	71 812	85 830	19,5%
dont assurances-vie	sept	81 162	85 935	5,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux	date d'effet
EONIA	0,8170%	0,5390%	+ 0,278 pt	0,4100%	+ 0,407 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,7820%	0,8100%	- 0,028 pt	0,4530%	+ 0,329 pt	8,23%	31/03/2010
EURIBOR 3 mois	1,0060%	1,0280%	- 0,022 pt	0,7000%	+ 0,306 pt	taux d'intérêt légal	
EURIBOR 6 mois	1,2270%	1,2600%	- 0,033 pt	0,9940%	+ 0,233 pt	année 2010	
EURIBOR 12 mois	1,5070%	1,5300%	- 0,023 pt	1,2480%	+ 0,259 pt	année 2009	

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08		
TEMPE	0,4902%	0,5777%	+ 0,239 pt	0,3476%	+ 0,469 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,8110%	0,8330%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,332 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	1,0220%	1,0420%	- 0,020 pt	0,7120%	+ 0,310 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	1,2510%	1,2690%	- 0,018 pt	0,9950%	+ 0,256 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	1,5260%	1,5400%	- 0,014 pt	1,2420%	+ 0,284 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	3,5900%	3,2500%	+ 0,340 pt	3,7400%	- 0,150 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	3,3900%	3,0500%	+ 0,340 pt	3,5400%	- 0,150 pt		
TRBOSP	3,6500%	3,3700%	+ 0,280 pt	3,7600%	- 0,110 pt		

évolution des taux d'intérêts en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,250%	0,145%	0,080%	0,140%	0,430%	0,490%	0,500%	0,465%
3 mois	0,476%	0,435%	0,375%	0,110%	0,350%	0,305%	0,820%	0,800%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,310%	2,790%	3,840%	1,120%	1,180%	nd	3,400%	3,240%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3068	1 NZD/XPF	69,3789	1 HKD/XPF	11,4901	1 GBP/XPF	138,6369	
100 JPY/XPF	109,8313	1 AUD/XPF	90,8433	1 SGD/XPF	69,6380	100 VUV/XPF	93,8452	1 FJD/XPF	48,8964